

QATAR

Les perspectives de croissance se sont assombries à la suite de la brouille diplomatique avec les voisins du CCG. Toutefois, d'importants amortisseurs financiers, la confiance dans l'économie et des infrastructures de qualité ont permis d'émousser l'impact des sanctions. À moyen terme, la croissance sera soutenue par la hausse de la production de gaz et la poursuite des dépenses pour la Coupe du monde 2022 de la FIFA. Les réformes qui protègent les employés de maison étrangers et l'instauration de droits de résidence permanente pour les expatriés contribueront aux efforts de diversification à plus long terme.

Évolutions récentes

La croissance devrait ralentir à 2 % en 2017, contre 2,2 % en 2016, du fait de l'affaiblissement de l'activité et de l'enthousiasme des investisseurs dans le secteur hors hydrocarbures, qui reflète la rupture des liens diplomatiques et commerciaux avec plusieurs pays arabes, à savoir le Royaume d'Arabie Saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis et l'Égypte. Ces pays représentent une petite part des débouchés des exportations du Qatar et une part relativement faible des flux financiers et des IDE. Le boycott et la rupture des liens économiques ont néanmoins entraîné dans un premier temps une forte baisse des importations, qui a nécessité une déviation (onéreuse) des circuits d'échange des biens et services et des flux financiers à travers d'autres pays voisins. Cela a également tempéré le sentiment des investisseurs, comme en témoigne le fléchissement du marché boursier de 11 % en fin août par rapport aux niveaux du début de juin. En août, Fitch est devenue la troisième grande agence de notation à abaisser la note de la dette du pays d'un cran à AA- (à égalité avec la Belgique et la Corée du Sud) en raison de l'incertitude des perspectives économiques.

Les données publiées fréquemment indiquent que l'économie se remet sur les rails. En septembre, le Qatar a inauguré le port d'Hamad qui a coûté 7,4 milliards de dollars, et s'est ainsi assuré d'autres circuits commerciaux. La confiance des investisseurs dans l'arrimage de la monnaie continue de reposer sur l'important stock d'avoirs extérieurs liquides d'un montant de près de 180 milliards de dollars (d'un stock total de près de 300 milliards de dollars), ce qui a contribué à maîtriser l'augmentation des primes de risque sur la dette souveraine et celles des entreprises. Le secteur des hydrocarbures, qui représente 80 % des recettes d'exporta-

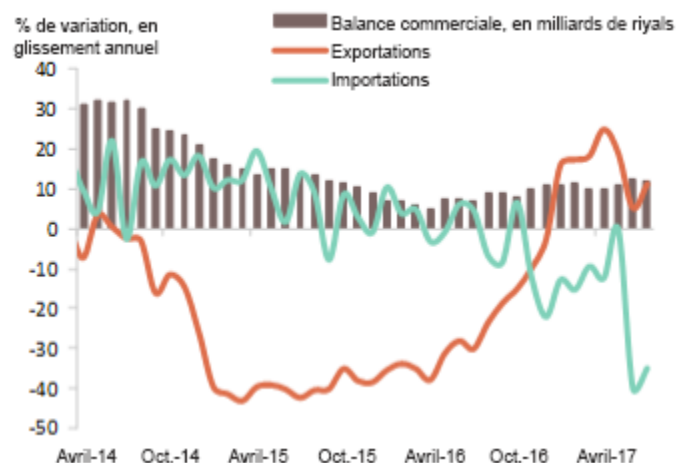
tion et 90 % des recettes publiques, a été épargné dans une grande mesure. L'effort d'assainissement des finances se poursuit, quoiqu'à un rythme plus lent, selon certains rapports. Le déficit budgétaire devrait être ramené de plus de 8 % en 2016 à 5,7 % en 2017.

Le système bancaire reste bien capitalisé et la qualité des actifs bonne. Les injections de liquidités par la Banque centrale et la hausse des dépôts des administrations publiques contribuent également à alléger les pressions sur les liquidités qui sont apparues au milieu de l'été. Les dépôts de non-résidents dans les banques qatariennes – l'essentiel sous la forme de dépôts en devises, qui représentent près d'un quart du total des dépôts du secteur bancaire – ont chuté de 14 % en juin et en juillet. Toutefois, ces sorties de fonds ont été entièrement compensées par le doublement des dépôts des administrations publiques (en particulier les dépôts en devises), si bien que les dépôts totaux du système bancaire ont augmenté.

L'inflation a reculé à 0,2 % seulement en glissement annuel en juillet, contre 1,2 % au début de l'année, malgré la perturbation des importations, y compris de produits alimentaires (dont 40 % proviennent du Royaume d'Arabie saoudite). Le pays a affiché un déficit du compte courant représentant 7,6 % du PIB en 2016, le premier en 17 ans. Ce déficit devrait faire place à un léger excédent en 2017, étant donné que le redressement partiel des prix mondiaux de l'énergie en début d'année a permis d'accroître les recettes d'exportation et que la forte baisse des importations en juin de 38 % d'un mois sur l'autre (qui ne se sont redressées que partiellement) a davantage fait pencher la balance commerciale des marchandises du bon côté.

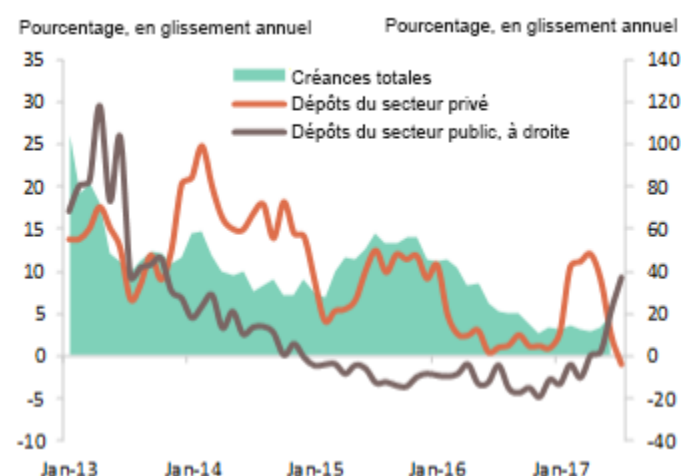
Dans le cadre de la Stratégie nationale de développement 2011-2016, les autorités ont adopté un seuil de pauvreté national relatif et une méthodologie pour mesurer le bien-être

GRAPHIQUE 1 Qatar / Balance commerciale



Source : Haver.

GRAPHIQUE 2 Qatar / Créances et obligations du secteur bancaire



Sources : Banque centrale du Qatar, Haver.

afin de suivre le niveau de vie de la population et d'identifier les ménages vulnérables. Ce seuil est égal à la moitié du revenu médian des ménages, et environ 8 % des Qatariens en 2013 disposaient d'un revenu inférieur à ce seuil pour vivre, une proportion restée globalement inchangée par rapport à 2007. Les revenus inférieurs sont corrélés au taux de dépendance du ménage, au statut par rapport au marché du travail, au niveau d'éducation, à la direction du ménage par une femme et au handicap.

Il existe des disparités spatiales en matière de bien-être, tant du point de vue des indicateurs monétaires que non monétaires, notamment entre les zones plus urbanisées et celles qui le sont moins. Les travailleurs expatriés se heurtent à des difficultés supplémentaires et se plaignent des retards avec lesquels leurs salaires sont versés ou de la rétention de ces derniers, de mauvaises conditions de travail, de l'insalubrité des logements fournis par leur employeur, de pratiques de recrutement irrégulières et du manque d'information sur les moyens de faire valoir leurs droits. Au cours de l'été, le Qatar a annoncé des réformes concernant le travail pour renforcer la protection des employés de maison expatriés et il a adopté une loi qui accorde le statut de résident permanent à certains expatriés.

Perspectives

La croissance restera étouffée par le boycott économique. Néanmoins, une initiative pluri-annuelle d'amélioration des infrastructures financée à hauteur de 130 milliards de dollars en préparation de la Coupe du monde de la FIFA et le lancement de l'usine de gaz naturel de Barzan représentant 10 milliards de dollars contribueront à pallier ces difficultés, et la croissance devrait s'établir à 2 % en moyenne en 2017 et 2018 avant de progresser à 3 % en 2019. L'ancrage de la monnaie qatarienne au dollar signifie que la politique monétaire se durcira progressivement comme aux États-Unis. Parallèlement à l'effort de rationalisation progressive des dépenses de fonctionnement, des politiques fiscales et des mesures administratives cruciales, dont l'instauration de la TVA et des droits d'accise en 2018, devraient permettre de maîtriser le déficit budgétaire. Une reprise des importations, en particulier des biens d'équipement liés aux dépenses d'infrastructure, devrait maintenir l'excédent du compte courant à un niveau modeste à court terme.

Risques et défis

Sur le court terme, les risques de détérioration de la conjoncture économique découlent de la crise diplomatique en cours, bien qu'ils soient atténués par des amortissements financiers

importants et par la diversification des liens commerciaux. À moyen terme, l'émergence de nouveaux fournisseurs de gaz naturel liquéfié aux États-Unis, en Asie de l'Est et en Afrique fait peser des risques sur les prix mondiaux de ce produit. Le pays est également confronté aux risques extérieurs posés par l'instabilité qui règne dans la région et par la volatilité de la situation financière mondiale qui a un impact sur les flux de capitaux et le coût des financements à une période de faible croissance et d'incertitude accrue au Qatar. La stratégie de croissance tirée par les investissements poursuivie par le Qatar pendant la dernière décennie a contribué à transformer les niveaux de vie des citoyens, mais elle a aussi soulevé des inquiétudes, notamment quant à la viabilité des finances publiques dans un contexte caractérisé par la faiblesse persistante des prix de l'énergie, des signes de capacités excédentaires et des déséquilibres démographiques. Le développement du secteur hors hydrocarbures est capital. Les récentes réformes concernant la résidence permanente constituent une mesure importante, et la première de cette nature dans les pays du CCG, pour attirer et de retenir des travailleurs étrangers hautement qualifiés dont le pays a besoin pour réaliser son objectif à long terme qui est de devenir une économie du savoir. Le Qatar devra aussi accroître la productivité de ses investissements, aussi bien dans le capital humain que dans le capital physique, et procéder à des réformes structurelles pour améliorer le cadre de l'activité économique.

TABLEAU 2 Qatar / Indicateurs des perspectives macroéconomiques (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2014	2015	2016 e	2017 p	2018 p	2019 p
Croissance du PIB réel, en prix constants du marché	4.0	4.0	2.2	2.0	1.7	3.0
Consommation privée	8.0	8.1	3.5	1.2	1.3	2.0
Consommation des administrations publiques	8.9	1.1	-21.0	-1.5	0.2	-2.4
Formation brute de capital fixe	11.4	1.8	8.0	3.4	5.6	10.3
Exportations, biens et services	0.5	-0.9	1.7	-0.5	1.0	1.6
Importations, biens et services	6.5	-8.9	-3.9	-5.0	4.0	6.0
Croissance du PIB réel, en prix constants des facteurs	4.1	4.0	2.1	1.9	1.7	3.1
Agriculture	25.1	8.7	4.0	0.3	1.1	1.8
Industrie	1.9	2.0	2.0	0.4	1.3	2.3
Services	9.4	8.6	2.2	5.3	2.4	4.8
Inflation (indice des prix à la consommation)	3.1	1.9	2.9	0.6	2.0	2.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	23.9	8.4	-7.6	3.9	3.5	1.9
Compte financier et capital (% du PIB)	-23.1	-7.6	6.5	-5.0	-4.6	-2.8
Investissements directs étrangers nets (% du PIB)	-2.8	-2.8	-3.0	-2.9	-3.1	-3.2
Solde budgétaire (% du PIB)	12.6	1.4	-8.3	-5.7	-4.3	-2.7

Sources : Pôle mondial d'expertise en Macroéconomie et finances publiques et Pôle mondial d'expertise en Pauvreté et équité de la Banque mondiale.
Note : e = estimation, p = prévision.